

Le crime tombait à pic

Mes chers Compatriotes,

Elu par vous dans l'enthousiasme, les acclamations et les vivats, je ne rencontre plus aujourd'hui que les huées, les insultes et même – j'ai peine à le dire – les crachats. Ainsi le Christ fut la cible d'une populace imbécile.

On m'accuse d'avoir assassiné ma « maîtresse », Juliette Gailly. Sa mort, c'est vrai, présente quelques points qui peuvent sembler bizarres.

D'abord, Juliette Gailly n'est pas ma « maîtresse », terme méprisant qui ne lui sied point. Nul n'ignore que nous avons été condisciples à l'Ecole Nationale d'Administration, et que, au sein de cette Ecole, si les liens entre élèves ne sont pas toujours intellectuels, au-delà des sentiments purement politiques qui unissent deux d'entre eux, il peut se produire des attachements sentimentaux.

Avant Juliette, j'ai aimé. Dans le jeu de la séduction, je dois le dire, j'aimais que les jeunes filles que je faisais monter dans ma chambre de bonne, au cinquième étage de la Rue du Bac fissent les petites mimiques censées montrer de l'admiration pour moi et préparer leur inéluctable défaite, quelques boutons défaits de leur blouse montrant quelques rondeurs, leurs jambes haut croisées, leurs sourires découvrant des rangées de dents très blanches bien alignées. C'était une grande émotion de se sentir courtoisé par une jolie fille...

Puis ce fut Juliette.

Elle n'était ni plus belle ni plus séduisante que les autres. Elle avait seulement ce charme qu'ont les laides particulièrement intelligentes. Et surtout, elle parlait d'or, d'une voix dont la mélodie et les harmoniques exceptionnelles annonçaient qu'elle aurait pu chanter en colorature les grands airs classiques. On ne se lassait pas de l'écouter, aurait-elle eu seulement des fadaises à dire.

Un jour, ou plutôt un soir, après des mois, nous fûmes amants, et jusqu'à cette récente nuit funeste, je l'aimai fidèlement comme on aime une épouse.

Le chef médecin-légiste de l'institut médico-légal (la morgue), lieu où le corps de Juliette fut transporté à mon insu depuis l'Elysée tandis que je recevais le Président Kobama du Borno, a constaté :

« Nous avons procédé à l'examen du corps de Mme Juliette Gailly. Aucune blessure apparente, pas de trace de lutte. Contenu de l'estomac : plus de 100 milligrammes de cyanure de potassium, dose mortelle sur un estomac vide, provoquant notamment un œdème du poumon que nous avons observé sur le sujet. »

Ainsi, on m'accuse d'avoir donné à cette pauvre Juliette un poison mortel ! A la femme que j'aime !

Avec cette accusation inimaginable et falsifiée d'assassinat, on m'empêche de me représenter aux élections présidentielles. Le fait que j'aimais profondément Juliette et depuis si longtemps n'entre pas en ligne de compte, c'est une sorte de preuve érigée en raison d'état qui m'accable. Il m'est impossible de protester, il m'est impossible de me défendre, je suis coupable avant d'avoir été jugé. C'est une sorte de coup d'état.

Et la presse s'acharne sur moi. Un journal a titré : « Martinon, une aventure qui tourne au tragique », un autre : « Martinon, un homme empoisonnant ». Un troisième : « Martinon, non, non et non ! » Pour tous ces folliculaires, je suis un assassin, et du coup toute la France se dit qu'il est inadmissible d'élever un assassin au pouvoir.

Or je suis absolument innocent !

Ce matin sinistre, vers huit heures, comme tous les matins, je lui ai préparé et servi son thé russe, ce thé au parfum si fort, d'autant plus fort qu'elle en exige trois sachets pour chaque tasse. C'était notre rituel, qui jour après jour scellait notre amour. Comme d'habitude, j'ai versé deux cuillerées de sucre en poudre dans la tasse. Je l'ai laissée assise dans notre lit, souriante, un peu ensommeillée encore, me faisant un petit signe affectueux de la main, et je me suis rendu à mon rendez-vous dans une autre aile du Palais.

Comme tous les matins, Geneviève, la femme de chambre est venue peu après – il était huit heures et demie - lui demander ce qu'elle souhaitait comme menu pour midi, et l'a trouvée étouffant, perdue, pantelante, incapable de parler. Le médecin de l'Elysée accouru a immédiatement diagnostiqué un empoisonnement grave, et n'a pu que constater son décès quelques instants plus tard.

Le ministre de l'Intérieur, instantanément informé, a dépêché une escouade de policiers qui s'est emparée de ma personne – moi, Président de la République en présence d'un étranger ! - et m'a emmené dans une pièce fermée du sous-sol du ministère place Beauvau. On m'a donné quelques vagues explications, posé de très nombreuses questions, et de quoi écrire, puis on m'a libéré.

Depuis, j'ai essayé de me figurer qui avait intérêt à éliminer Juliette et à me faire porter la charge du crime.

Il est certain qu'à l'Elysée comme autrefois à la cour des rois, on trouve d'innombrables conseillers de tous bords politiques, dont le comportement toujours obséquieux est louche. Ils ne sont là que pour leur intérêt, et feignent de vouloir m'aider, mais je suis méfiant, et ils le savent. Existait-il un comploteur, qui savait bien, et le craignait, que je me présenterais une deuxième fois à la tête de l'Etat, étant assuré d'être réélu dans un fauteuil, ... sauf ...

... Sauf si on pouvait me mettre sur le dos un crime abominable. La population, horrifiée, m'accuserait, comme prévu, et m'éliminerait de la course à la Présidence. Ce qui fut fait, avec célérité, et avec le résultat prévu. Bien que l'article 68 de la Constitution stipule que la responsabilité pénale du Président de la République ne peut être mise en cause que devant la Haute Cour de justice, j'étais coupable devant l'opinion, j'étais perdu.

Ce qui me frappe le plus, c'est la réaction de la presse, qui, très tôt informée par des fuites, a publié le « scoop ». Quelqu'un, à l'Intérieur, savait, et a communiqué l'histoire à un journal de l'opposition. Le Garde des Sceaux, insoupçonnable, un de mes vieux amis de l'ENA, ne pouvait être à l'origine de ces fuites, il m'aurait informé immédiatement de l'affaire. Ce ne pouvait être qu'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur.

Or, dans mon cabinet, un jeune homme que je voyais presque chaque jour surprenait son monde par ses qualités intellectuelles. C'était mon conseiller sécurité-police, et, à ce titre, avait ses entrées au Ministère, Place Beauvau, où il pouvait rencontrer le Ministre, le prince Louis Ringuet.

Mes soupçons furent renforcés lorsque, quelque temps après la mort de Juliette et son annonce à son de trompes par la presse, le jeune homme en question fit savoir qu'il postulait à l'élection de la Présidence de la République. Avant de l'admettre à mon cabinet, heureusement, j'avais pris quelques-unes des précautions d'usage. Je savais, notamment, qu'il avait été stagiaire à Mannheim, dans une des firmes chimiques qui avaient fourni le fameux « zyklon » utilisé à Auschwitz par les Nazis.

Depuis, j'ai fait enquêter sur lui. Ses liens avec la firme chimique furent décortiqués par un de mes amis fidèles – j'en avais encore – qui, en contact avec un chimiste allemand, apprit quels étaient les centres d'intérêt du jeune homme.

Par les réseaux sociaux, je sus qu'il est facile de fabriquer du cyanure de Potassium (KCN), en quantité létale dans sa cuisine.

C'était sûrement lui.

Mais aujourd'hui, le mal est fait, il est trop tard : Pour la population, je suis un criminel. Je me vois donc obligé de renoncer à briguer la charge suprême. mais je défendrai mon honneur.

C'est cela que je voulais vous dire, avant de me retirer définitivement dans ma maison de Provence.